



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 26 juin 2025 portant prescriptions complémentaires à la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach pour son site de BIESHEIM**

**Le secrétaire général, préfet par intérim**

VU le Code de l'environnement, en particulier le titre 1<sup>er</sup> du livre V et en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 513-1, L. 515-39, L. 515-41, R. 181-45, R. 181-46, R. 513-1, R. 515-98 et R. 515-100,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées,

VU les arrêtés préfectoraux précédemment délivrés à la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach pour l'exploitation de ses installations situées à BIESHEIM, dont, notamment, l'arrêté du 21 juillet 2022 portant autorisation d'exploiter pour l'extension des activités du site, et l'arrêté préfectoral du 12 avril 2021 pris suite au ré-examen précédent en terme d'étude de dangers,

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la Loi du 30 juillet 2003,

VU l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso Seuil Haut,

VU la notice de réexamen de l'étude de dangers transmise en date du 28 juin 2022 et l'étude de dangers révisée dans sa version initiale du 28 juin 2022, puis complétées les 18 juillet 2024, 8 janvier 2025 et enfin le 24 mars 2025,

VU le courrier transmis par l'exploitant les 21 décembre 2023 et 22 avril 2025 concernant la situation administrative de ces installations après la mise en œuvre de son projet dit « FD6 »,

VU la demande de bénéfice de fonctionnement au bénéfice des droits acquis formulée en application des dispositions de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement dans le courrier du 22 avril 2025 susvisé, concernant les installations du site soumises à la rubrique n° 3670,

VU les rapports d'instruction de l'étude de dangers de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, en date des 28 septembre 2023, 23 août 2024, et 25 avril 2025,

VU les rapports de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, établissant les constats des visites de contrôle des 20 septembre 2023, 17 juillet 2024 et 19 septembre 2024,

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral en date du 2 juin 2025,

VU que l'exploitant n'a pas apporté de réponse au projet d'arrêté transmis le 2 juin 2025 et dont il a accusé réception le 5 juin 2025,

Considérant que pour les établissements classés Seveso Seuil Haut, le réexamen de l'étude de dangers est quinquennal,

Considérant que les MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) listées et prises en compte dans l'étude de dangers complétée doivent être mises en place pour garantir la sécurité des installations,

Considérant que les installations doivent être exploitées conformément aux dispositions de l'étude de dangers pour garantir la maîtrise des risques,

Considérant qu'au regard des éléments figurant dans la dernière version de l'étude de dangers du site et dans son courrier du 22 avril 2025 susvisé, il y a lieu d'actualiser la situation administrative des installations actuellement décrites dans l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 susvisé,

Considérant que les éléments transmis par l'exploitant au travers du courrier du 22 avril 2025 susvisé, en application des dispositions des articles L. 513-1 et R. 513-1 du Code de l'environnement concernant le bénéfice des droits acquis pour les installations du site soumises à la rubrique n° 3670 sont recevables, et qu'il convient ainsi d'inclure cette activité à la situation administrative des installations,

Considérant que compte tenu des évolutions réglementaires survenues depuis l'arrêté préfectoral du 12 avril 2021 susvisé, il convient d'actualiser certaines prescriptions encadrant les activités du site, qui mentionne dans ces textes des références réglementaires obsolètes,

Considérant que certaines prescriptions existantes de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022, fixant des moyens (tels que les moyens incendie) doivent également être modifiées, car rendues caduques par la nouvelle version de l'étude transmise par l'exploitant,

Considérant que l'examen de l'étude de dangers des installations et des éléments connexes (tel que le Plan d'Opération Interne) mettent également en avant la nécessité de fixer par voie d'arrêté certaines modalités de réalisation des plans ou mesures d'intervention décrits dans l'étude de dangers, afin de répondre favorablement aux objectifs des articles L. 515-41 et R. 515-100 du Code de l'environnement,

Considérant enfin que compte tenu des conclusions de l'étude de dangers (EDD) en matière d'acceptabilité des risques, et des constats réalisés lors des visites de contrôles des 20 septembre 2023, 19 septembre 2024 et 24 mars 2025 il convient de prescrire par voie d'arrêté préfectoral un certain nombre de mesures telles que :

- un suivi renforcé des tuyauteries de transfert de liquides inflammables compte tenu du fait que des mesures de prévention (maintenance préventive) et mesures constructives (tuyauteries à l'abri des chocs et sans brides) permettent à l'exploitant de ne pas retenir certains des scénarios associés à ces lignes dans son analyse détaillée des risques,
- la réalisation d'études technico-économiques avec propositions d'échéanciers de réalisation pour :
  - l'amélioration de la cinétique de mise en œuvre et l'efficacité de la MMR « B1 » (intervention des secours) du scénario LIQINF1, les constats réalisés sur site montrent que bien que l'exploitant se soit conformé aux dispositions réglementaires qui lui sont opposables ceci est notamment passé par un allongement affiché dans l'EDD du délai d'intervention des secours, la MMR a été testée par l'inspection lors des contrôles sur site dans des conditions favorables à l'exploitant (équipe d'intervention complète et pas de blessé à prendre en charge), l'absence de détection sur site et de moyens fixes rendent moins robustes la MMR envisagée, un projet pour se conformer aux prescriptions opposables à venir sur les installations en matière de détection incendie doit être l'opportunité pour l'exploitant de s'interroger plus largement sur la maîtrise des risques de cette installation de stockage,
  - l'étude de MMR complémentaires ou barrières de sécurité améliorant la maîtrise des risques des installations pour les scénarios situés en case dite « MMR » de la matrice de criticité, et n'ayant pas fait l'objet d'une analyse bénéfice/coût au travers d'une étude technico-économique formelle, telle que prévu au paragraphe 2.1.3 (Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement) de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée,

Considérant que doivent être exclus de ces études les scénarios d'accidents pour lesquels l'exploitant a déjà mis en œuvre des barrières concourant à décoter significativement la probabilité d'occurrence des scénarios couverts,

Après communication du projet d'arrêté à la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach, qui a pu faire valoir ses observations,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach, dont le siège social est zone industrielle portuaire Rhénane Nord RD 52 à Biesheim, dénommée « *exploitant* » dans la suite de l'arrêté, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées à la même adresse.

### Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 21 juillet 2022	Article 1.2.1	Remplacé par l'article 3
	Article 7.6.4	Remplacé par l'article 7
	Article 7.6.8.1	Remplacé par l'article 8
	Article 7.6.6.2	Remplacé par l'article 9
Arrêté préfectoral du 12 avril 2021	Toutes prescriptions	abrogées

Article 3 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 sont remplacées par les suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3110	A	Combustion : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	3 chaudières de puissance maximale unitaire de 5,8 MW fonctionnant au gaz naturel, soit une puissance nominale de 17,4 MW Chaudière FT3 non raccordable aux autres chaudières de 3,9 MW de puissance nominale 1 chaudière FT1 non raccordable aux autres chaudières de 1,3 MW de puissance nominale Autres installations de combustion (fours de process, fours industriels) d'une puissance globale de 232 MW Délaqueur, four à bassin, four de fusion, four de maintien, étuve, groupe électrogène et annexes pour FD6 : 37 MW	292 MW
3250.3a	A	Transformation des métaux non ferreux : 3.a) Fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux	/	2010 t/j
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Volume des bains de dégraissage et décapage : 81 m <sup>3</sup> - DG5/1 : 15 m <sup>3</sup> de bains de traitement (acide phosphorique) - DG5/2 : 21 m <sup>3</sup> de bains de traitement (acide phosphorique) - Ligne FT1 : 2 bains dégraissant de 6 m <sup>3</sup> chacun - Ligne FT3 : bains de dégraissage 8 m <sup>3</sup> et bain de décapage de 25 m <sup>3</sup> Volume des bains de conversion chimique : 31 m <sup>3</sup> : - Ligne FT1 : 6 m <sup>3</sup> - Ligne FT3 : 25 m <sup>3</sup>	112 m <sup>3</sup>

<b>3670</b>	<b>A</b>	<p>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :</p> <p>1. Supérieure à 150 kilogrammes par heure</p> <p>2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1</p>	Ligne d'application de vernis et de solvants (VB5)	<b>2500 t/an</b>
<b>4110-2a</b>	<b>A-SB</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg</p>	<b>xx(*)</b>	<b>18,5 t</b>
<b>4331-3</b>	<b>DC</b>	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	<b>xx(*)</b>	<b>95,4 t</b>
<b>4510-1</b>	<b>A-SB</b>	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1 ou chronique 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100t</p>	<b>/</b>	<b>102 t</b>
<b>4511-1</b>	<b>A-SH</b>	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200t</p>	<b>/</b>	<b>634,5 t</b>
<b>4710-1</b>	<b>A</b>	<p>Chlore ( n°CAS 7782-50-5)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg</p>	<b>xx(*)</b>	<b>xx(*)</b>

<b>4718-2b</b>	<b>DC</b>	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 ( y compris GPL) et gaz naturel ( y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et lorsqu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2-b. Supérieure à 6t mais inférieure à 50 t</p>	<b>xx(*)</b>	<b>xx(*)</b>
<b>4719-2</b>	<b>D</b>	<p>Acétylène (n°CAS 74-86-7)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p>	<b>xx(*)</b>	<b>xx(*)</b>
<b>4725-1</b>	<b>A-SB</b>	<p>Oxygène (n° CAS 7782-44-7)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p>	<b>xx(*)</b>	<b>xx(*)</b>
<b>1185-2a</b>	<b>DC</b>	<p>Gaz à effet de serre fluorés visé à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluoré et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visée par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<b>/</b>	<b>370 kg</b>

<b>2713</b>	<b>A</b>	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure à 1000 m2</p>	Station de transit et de stockage de déchets d'aluminium utilisés comme matière première dans la fonderie.	<b>24 900 m²</b>
<b>2940.2.a</b>	<b>A</b>	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...).</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j</p>	<p>1 ligne d'application de vernis VB5</p> <p>L'application est faite par enduction.</p> <p>Marquage des bobines au niveau du Laminage à froid et de l'automobile</p>	<b>20 t/j</b>
<b>2560.1</b>	<b>E</b>	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1000 kW</p>	<p><u>Fonderie :</u> SC1, S12, S13, fraisage : 4 500 kW</p> <p><u>Laminage à chaud :</u> L2, L6 : 31 550 kW</p> <p><u>Laminage à froid :</u> L8, L12, L16, CR53, CR54, CR55 : 32 335 kW</p> <p><u>Automobile :</u> PT1, PT3, CR56, CR51, CR52, C10, C20, FT3: 7 726 kW</p> <p><u>Vernissage :</u> Planeur DG5, CR72, CR75, CR76 : 1 840 kW</p> <p><u>RMC :</u> 130 kW</p>	<b>78 300 kW</b>
<b>2921.1.a</b>	<b>E</b>	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</p> <p>1.a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p><u>Refroidissement UR4 :</u> 1 tour de 1 354 kW</p> <p><u>Refroidissement FR30 :</u> 1 tour de 2 306 kW</p> <p><u>Refroidissement FD6 :</u> 3 tours 12 900 kW</p>	<b>42 360 kW</b>

<b>1414.3</b>	<b>DC</b>	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Pompe de distribution de GPL pour l'alimentation des chariots de manutention.	/
<b>1435.2</b>	<b>DC</b>	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Pompe de distribution de GNR	<b>1 300 m<sup>3</sup></b>
<b>2561</b>	<b>DC</b>	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	<u>Recuit au LAC</u> : FP2, FP3, FP4, FP5, FP6,FP7,FP8, FP9 <u>Trempe et recuit</u> : FT1, FT3, FR20, FR30, FR40 <u>Trempe</u> : CWS1 , CWS2	/
<b>2563.2</b>	<b>DC</b>	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par procédé utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieur à 500 l, mais inférieur ou égale à 7 500 l	5 fontaines	<b>700 l</b>
<b>1978-7</b>	<b>D</b>	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 7. Laquage en continu, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an	1 ligne d'application de vernis par enduction (VB5)	<b>2 500 t/an</b>

<b>1530.2</b>	<b>DC</b>	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des ERP Le volume susceptible d'être stockée étant : 2. Supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	Dépôts de palettes en bois et de viroles en carton, la quantité totale de matière combustible stockée étant estimée à 1 500 m <sup>3</sup>	<b>1 500 m<sup>3</sup></b>
<b>1532.2b</b>	<b>D</b>	Stockage de bois ou matériaux analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondants à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des ERP Le volume susceptible d'être stockée étant : 2.b Supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	Différents dépôts répartis sur le site, la quantité de matières combustibles étant estimée à 5 000 m3	<b>5 000 m3</b>
<b>2925</b>	<b>D</b>	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW <sup>1)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	Onduleur pour l'alimentation de secours du réseau informatique et autres ateliers de charge d'accumulateur répartis sur le site,	<b>280 kW</b>

--	--	--	--	--

A (Autorisation), AS-SH (Autorisation Seveso Seuil Haut), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

(\*) données relevant de l'annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (mises en annexe n°1 non largement diffusable du présent arrêté)

La rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du Code de l'environnement est la rubrique n° 3250.

En application des dispositions de l'article R. 511-10 du Code de l'environnement (règle de dépassement direct), la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach relève de la directive Seveso Seuil-Haut pour la présence de substances présentant des dangers pour l'environnement (rubrique n° 4511).

En application des dispositions de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement (règle de cumul), la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach relève de la directive Seveso Seuil-Haut pour la présence de substances présentant des dangers de :

- toxicité pour l'homme,
- toxicité pour l'environnement.

#### Article 4 : exploitation des installations

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées sous la responsabilité de l'exploitant, conformément aux plans et données techniques contenus dans l'ensemble des dossiers techniques transmis à l'administration (demande autorisation environnementale, dossier de demande de modification, étude d'impact, notice de ré-examen, ré-examen IED, etc) et notamment en ce qui concerne l'étude de dangers complétée le 8 janvier 2025 (tome I et III modifié par transmission du 24 mars 2025).

Les mesures de maîtrise des risques (MMR) listées dans l'étude de dangers mentionnée ci-avant (notamment au chapitre 11.2) sont mises en place et respectent les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé.

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans les différents textes opposables aux installations et dossiers techniques précités sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5 : réexamen de l'étude de dangers

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers (EDD) avant le 8 janvier 2030.

Il est attendu que l'exploitant réalise, un bilan global relatif à ses installations afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.

La notice de réexamen est conforme à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers visé ci-dessus.

La notice de réexamen doit être conclusive sur les 3 points suivants :

- les Mesures de maîtrise des risques (MMR) existantes (ou éventuellement les barrières de sécurité) sont suffisantes, efficaces, fiables et pérennes et il n'est pas possible d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus,
- les conclusions de l'étude de dangers existante ne sont pas affectées par les conclusions du point précédent, les modifications réalisées sur l'installation ou les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux,
- le site reste compatible avec son environnement (enjeux humains existants en termes de risques collectifs) compte tenu des MMR lorsqu'elles existent et, le cas échéant, des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers pour réduire le risque individuel.

En application des principes de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, la version transmise sera une version consolidée de l'étude de dangers des installations. Par ailleurs, l'exploitant est encouragé, dans le cadre du réexamen quinquennal, à fournir des documents conçus pour permettre d'effectuer facilement l'occultation ou la disjonction des informations relevant de secrets protégés par la Loi, notamment des informations sensibles vis-à-vis de la sûreté des sites.

## Article 6 : tuyauteries

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, les tuyauteries du site sont protégées des chocs / agressions mécaniques, en particulier les tuyauteries aériennes contenant des liquides inflammables. Toutes les tuyauteries constituent un réseau tout soudé (pas de brides) monté dans les règles de l'art.

L'exploitant met en œuvre un contrôle visuel de ces tuyauteries a minima tous les 3 ans, et un contrôle approfondi a minima tous les 10 ans. Le contrôle porte également sur les éléments de portage de ces tuyauteries, et éléments permettant la protection des chocs extérieurs. Dans le cadre de ces contrôles, l'exploitant fixe des critères d'intégrité avec des seuils à respecter. Le plan de surveillance mis en place est établi conformément à des guides reconnus par le ministère tel que le guide « tuyauterie d'usine - DT 96 » établie par France Chimie dans le cadre du plan de modernisation des installations (application de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé).

Tout constat d'écart fait l'objet d'une action corrective de la part de l'exploitant.

Ces contrôles périodiques sont enregistrés, et les résultats formalisés (accompagnés le cas échéant des actions correctives) sont tenus à la disposition de l'inspection.

## Article 7 : ressources en eau et en mousse – moyens d'intervention

Les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 susvisé sont remplacées par les suivantes :

L'exploitant met en œuvre les ressources en eaux, et moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers et au plan d'opération interne.

La défense incendie du site est notamment assurée par un réseau alimentant un ensemble de prise d'eau.

Le réseau incendie est capable de fournir un débit conforme à la description faite dans l'étude de dangers des installations, par deux pompes situées dans 2 locaux géographiquement éloignés (un au nord et un au sud-ouest du site) pompant dans la nappe phréatique. Il s'agit d'un réseau bouclé pouvant être sectorisé par des vannes de sectionnement.

En complément du réseau incendie fixe, l'exploitant dispose également :

- de plusieurs puits filtrants (dessablés régulièrement) permettant aux secours extérieurs de disposer de 120 m<sup>3</sup>/h par puits,
- de 2 étangs pouvant recevoir pour l'un un engin pompe en aspiration (120 m<sup>3</sup>/h), et pour l'autre, 2 engins pompes (240 m<sup>3</sup>/h).

Les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

L'établissement dispose :

- d'extincteurs répartis sur le site adaptés aux risques présentés,
- d'extincteurs sur roues,
- de Robinets d'Incendie Armés (RIA).

L'établissement dispose de centrales incendie permettant la gestion :

- des détecteurs (fumée, flamme, thermiques, étincelles),
- des installations de sprinkler,

- des installations d'extinction automatique CO2,
- des installations d'extinction automatique sous azote,
- de l'installation d'extinction automatique poudre.

L'établissement dispose d'un corps de sapeurs pompiers spécialement formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site, et au maniement des moyens d'intervention, composé de sapeurs pompiers répartis en équipe.

En complément de la formation de base obligatoire, les sapeurs pompiers suivent un cursus de formations périodiques et particulières, ainsi que les recyclages nécessaires.

Le site dispose de son propre centre de secours qui compte plusieurs véhicules d'intervention et de matériels particuliers, dont notamment des volumes d'émulseur suffisants pour la gestion des sinistres sur site.

#### Article 8 : bassin de confinement et bassin d'orage

Les dispositions de l'article 76.8.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 susvisé sont remplacées par les suivantes :

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement,
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements,
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements,
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité de son site, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé au travers de l'étude de dangers des installations.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées, ou par les réseaux d'eaux industrielles du site dans le respect des valeurs limites opposables aux installations.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où un dispositif de confinement des eaux incendie sert dans le même temps de bassin d'orage, son dimensionnement doit être réalisé à l'éclairage du cumul des deux contraintes, afin à la fois de contenir les eaux issues d'un orage et d'un incendie (dans ce cas le volume forfaitaire des eaux pluviales conjointe à l'incendie pourra être retiré si il a été estimé). La disponibilité des ouvrages doit ainsi être assurée en tout temps pour chacune des fonctions assurées.

#### Article 9: plan d'opération interne

Les dispositions de l'article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 susvisé sont remplacées par les suivantes :

*« L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour les scénarii de l'étude de dangers. Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.*

*En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.*

*Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.*

*L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :*

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,*
- la formation du personnel intervenant,*
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,*
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers,*
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,*
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées (la revue, et éventuelle mise à jour de ce plan, est a minima annuelle).*

*Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.*

*L'exploitant réalise a minima un exercice P.O.I par an sur le site, et réalise la revue sur 3 ans de l'ensemble des scénarios identifiés dans le P.O.I des installations. »*

## Article 10 : études de réduction des risques

En complément des dispositions de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 susvisé, de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, et de l'article III.10 de l'arrêté du 24 septembre 2020 susvisé, l'exploitant remet à l'Inspection des installations classées pour le 31 décembre 2025 les études technico-économiques concernant :

- l'amélioration de la cinétique et de l'efficacité de la MMR « intervention des services de secours » pour les scénarios d'incendie liés aux stockages de liquides inflammables en contenant mobile (scénarios LIQ INF de l'étude de dangers). L'exploitant décrira d'une part les moyens de détection mis en place en application des dispositions précitées, et d'autre part, étudiera a minima la possibilité :
  - de renforcer les moyens mobiles actuels par des moyens fixes ou semi-fixes (que ce soit sur l'air de stockage ou sur la rétention déportée),
  - d'asservir le cas échéant, la défense incendie fixe de la zone à la détection incendie.

- la mise en œuvre de MMR complémentaires ou barrières de sécurité, améliorant la maîtrise des risques des installations pour les scénarios situés en case dite « MMR » de la matrice de criticité, et n'ayant pas fait l'objet d'une analyse bénéfice/coût au travers d'études technico-économiques formalisées, telles que prévu au paragraphe 2.1.3 (Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement) de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée. L'exploitant se positionne notamment vis-à-vis des principes suivants :

*«[...] Situation n° 2 : un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité - gravité) correspondant à une case " MMR " dans le tableau du sous-paragraphe 2.1.4, et aucun accident n'est situé dans une case " NON ". Il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement [en référence à l'article R. 512-9 du code de l'environnement].*

*[...] C - En outre, pour les établissements AS faisant l'objet d'une demande d'autorisation pour une extension ou une modification qui conduirait à augmenter globalement les risques en dehors des limites de l'établissement, cet accroissement des risques doit, dans la mesure du possible ne pas exposer à des effets potentiellement létaux des personnes, situées à l'extérieur de l'établissement, qui ne l'étaient pas auparavant. A défaut, l'exploitant doit disposer des mesures techniques de maîtrise des risques permettant de conserver le niveau de probabilité de chaque accident dans sa même classe de probabilité lorsque, pour chacun des scénarios menant à cet accident, la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1 (ce qui est équivalent à ramener le niveau de confiance à zéro).»*

ces analyses à réaliser concernent les scénarios : FD6-GAZ-Cl.b, BLV1/2/3 (par voie de conséquence le scénario FLEX-C3, événements initiateurs majorants pour les scénarios BLV1 et 2), CANA-C3-FF et 4.1Ex.

Pour l'ensemble des études réalisées au titre du présent article, dans le cas où des mesures étudiées devraient ne pas être retenues, l'étude réalisée doit démontrer le caractère non proportionné de l'investissement envisagé (en étayant autant que nécessaire les éléments transmis).

Dans le cas où des mesures étudiées devraient être retenues, l'étude réalisée doit proposer un échéancier de réalisation qui sera, à défaut de réponse de l'administration, mis en œuvre par l'exploitant en application des principes de l'article 4 du présent arrêté.

#### Article 11 : modalités d'exécution

##### Article 11.1 : publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Biesheim pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Biesheim.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

##### Article 11.2 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

##### Article 11.3 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### Article 11.4 : sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

##### Article 11.5 : transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

## Article 11.6 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Biesheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach à Biesheim.

À Colmar, le 26 juin 2025

le secrétaire général, préfet par intérim

signé

Augustin CELLARD

**Délais et voies de recours** (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).